

Les élections départementales et régionales de 2015 en Alsace

Richard Kleinschmager



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2545>

DOI : [10.4000/alsace.2545](https://doi.org/10.4000/alsace.2545)

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2016

Pagination : 359-388

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Richard Kleinschmager, « Les élections départementales et régionales de 2015 en Alsace », *Revue d'Alsace* [En ligne], 142 | 2016, mis en ligne le 01 octobre 2016, consulté le 20 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2545> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2545>

Les élections départementales et régionales de 2015 en Alsace

L'année 2015 a été une année marquante à bien des égards dans l'histoire politique de la France et de l'Alsace. Le climat politique s'est alourdi avec l'apparition d'un terrorisme importé sur le sol national par la crise moyen-orientale qui a ciblé les valeurs de la République en janvier 2015 lors de l'assassinat des rédacteurs de *Charlie Hebdo* et le mode de vie des Français dans les assassinats aveugles des spectateurs du Bataclan ou des consommateurs des terrasses alentour en novembre. Ce contexte a pesé sur les deux élections territoriales de l'année, les dernières avant l'élection présidentielle de 2017. Des réformes du dispositif territorial ont accompagné ces élections, le regroupement des cantons dans un cas, la fusion de certaines régions dans l'autre. La première de ces réformes n'a pas eu d'effet notable contrairement à la seconde qui dans le cas de l'Alsace a soulevé nombre de protestations jusque dans les urnes. À certains égards 2015 a été l'année d'un nouveau malaise alsacien, selon l'expression de l'écrivain Pierre Kretz¹. La fusion de la région Alsace avec les régions Lorraine et Champagne-Ardenne a constitué un bouleversement majeur du cadre politique et régional, lourd d'effets symboliques autant que fonctionnels.

Les élections départementales de mars 2015

Un contexte socio-économique peu stimulant

En ce début de printemps 2015, la France peine à sortir de la crise économique alors qu'ailleurs dans le monde, et singulièrement en Allemagne, les signes de la reprise économique sont patents. Le chômage, indice économique politiquement sensible, reste orienté à la hausse. Au troisième trimestre 2014, il concerne 9,90 % de la population active française et 9,2 % de la population active alsacienne. L'Alsace connaît des taux de plus en plus proches de la moyenne française. Dans le Bas-Rhin, le taux de chômage reste en deçà, à près d'un point d'écart (8,80 %), mais dans le Haut-Rhin il frôle la moyenne nationale (9,80 %). En décembre 2014,

1. Pierre KRETZ, *Le nouveau malaise alsacien*, Barr, Le Verger, 2015, 128 p.

le taux de chômage allemand n'était que de 4,8% et celui du Bade-Wurtemberg de 3,8%. Au début de la première décennie du XXI^e siècle, au troisième trimestre 2000, le chômage en Alsace était à 4,9%, inférieur de 3,4 points au niveau national (8,3%). Il est clair que dans les dix années qui viennent de s'écouler, la situation économique et sociale de l'Alsace s'est fortement dégradée. La reprise économique dont le président François Hollande avait fait son credo n'a pas été au rendez-vous de ces élections départementales du printemps 2015. Le chômage a atteint les 10% au quatrième trimestre 2014. Après une très légère baisse en janvier, la croissance du chômage a repris en février 2015 (+ 0,4%). Quelques signes de reprise liés à la croissance des échanges mondiaux, aux effets favorables de la baisse de l'euro et du prix du pétrole ainsi qu'à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages et de la consommation, n'ont pas suffi à insuffler de l'optimisme dans la campagne électorale dont le climat est resté morose. La popularité du président socialiste est restée dans des eaux très basses aux alentours de 20% d'opinions favorables. Le regain de popularité enregistré à la suite des grandes manifestations du 11 janvier consécutives aux attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher de Vincennes a été exceptionnel².

Ces attentats avaient déclenché une vague de manifestations dans tout le pays, les plus importantes depuis la fin de la guerre selon le quotidien *Le Monde* avec un nombre de manifestants estimés à 4 millions pour la France entière et 1,5 million à Paris. L'Alsace n'a pas été en reste avec 45 000 manifestants à Strasbourg, 25 000 à Mulhouse, 10 000 à Colmar, selon France 3 Alsace. Si le retour de popularité du chef de l'État et de son Premier ministre s'est rapidement effrité, un climat nouveau s'est durablement installé dans l'opinion publique. La question de la sécurité des personnes a pris une ampleur nouvelle mais aussi la question patriotique que le déploiement des drapeaux tricolores a souvent concrétisée. Une certaine droitisation de l'opinion s'est opérée à partir de ce moment et le Front national s'est employé à en tirer des bénéfices, lui qui avait depuis ses origines mis en avant la question sécuritaire et la défiance vis à vis de l'immigration et de l'islam.

L'élection départementale est très tôt apparue comme une élection-sanction pour le Parti socialiste (PS) d'autant qu'elle prenait la suite des échecs subis aux municipales et aux européennes de 2014. En Alsace, le PS avait certes conservé Strasbourg avec une courte victoire de Roland Ries sur Fabienne Keller (UMP) mais il avait témoigné d'une grande faiblesse aux élections européennes³. Avec 11,7% des voix, il terminait en troisième

2. Selon l'IFOP dans un sondage des 16 et 17 janvier 2015, la popularité du président Hollande a connu une progression rarissime dans l'histoire des côtes de popularité de 21 points par rapport au début de janvier 2015 le hissant à 40% d'opinions favorables.

3. Richard KLEINSCHMAGER, « Les élections municipales et européennes du printemps 2014 en Alsace », *Revue d'Alsace*, n° 140, 2014, p. 429-440.

position à ces élections européennes, juste devant l'UDI (10,6%) et loin derrière le FN (27,6%) et l'UMP (24,2%). Comme bien souvent, ces élections à mi-mandat ont été l'occasion de l'expression d'un fort mécontentement contre le parti au gouvernement et ses alliés Les Verts, lesquels n'ont fait que 8,4% des voix en Alsace soit moins qu'au niveau national (8,9%). Le ciel avant les départementales s'était fortement assombri pour le parti au pouvoir. La gauche qui contrôlait 59 départements sur 101 au lendemain des élections cantonales de 2011 pouvait à juste titre craindre la perte d'un grand nombre d'entre eux. L'UMP qui venait de tempérer ses divisions internes d'après la défaite présidentielle de 2012 et de se redonner un président de parti en la personne de Nicolas Sarkozy, pouvait envisager d'engranger les bénéfices du recul de la gauche dans l'opinion publique. Quant au FN, il pouvait espérer renforcer sa percée des municipales en amplifiant sa présence sur les terrains locaux afin de conforter la stratégie de conquête du pouvoir de sa présidente, Marine Le Pen.

Un vent de réformes sur l'élection départementale

Ces élections départementales ont avant toutes choses été marquées par le nouveau dispositif institué par la loi du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux mais aussi des conseillers municipaux et communautaires. Outre le très attendu changement de dénomination des conseils généraux devenant enfin conseils départementaux, de nombreuses modifications ont été introduites dans le dispositif électoral. Alors que le renouvellement de l'assemblée départementale se faisait par moitié tous les trois ans, la loi a prévu le remplacement en une seule fois de l'assemblée, tous les six ans. L'un des effets recherchés de ce nouveau pas de temps a été de diminuer le nombre d'élections intermédiaires mais aussi de renforcer la visibilité de l'élection départementale. Par son fractionnement triennal, elle était souvent affaiblie d'autant qu'elle était fréquemment accolée à une autre consultation. Ce nouveau dispositif a contribué aussi à politiser l'institution en obligeant à faire campagne sur un territoire plus large qu'auparavant avec des moyens que seuls les partis installés peuvent fournir. L'élection du président du conseil départemental pour six ans et non plus trois a eu aussi pour objectif de renforcer le poids de sa direction.

L'innovation la plus spectaculaire a été de proposer l'élection d'un binôme homme-femme de candidats dans chaque canton. Ce dispositif unique dans le monde, semble-t-il, a visé à instaurer mécaniquement la parité dans les assemblées départementales. L'assemblée sortante du Bas-Rhin ne comptait que 8 femmes sur 44 élus et celle du Haut-Rhin 2 sur 31 élus. À chacun des candidats du binôme à élire a été adjoint un suppléant. L'important nombre d'élus induit par ce scrutin binominal paritaire majoritaire a été limité par le redécoupage des cantons sur le principe de la division par deux de leur nombre, ce qui a permis de

conserver le même nombre d'élus au final que précédemment mais avec une toute nouvelle parité homme-femme. Par ailleurs le seuil d'accès au deuxième tour a été fixé à 12,5 % des inscrits alors que la victoire n'est possible dès le premier tour que si le binôme candidat obtient 50 % des suffrages représentant au moins 25 % des électeurs inscrits. Ce ne sera le cas en Alsace en 2015 que pour le binôme composé de Daniel Adrian et Bernadette Groff dans le canton de Brunstatt.

Le redécoupage des cantons dont les contours n'avaient parfois pas été modifiés depuis 1801 a été un moment marquant de la pré-campagne électorale. Les redécoupages antérieurs avaient surtout consisté dans la création de nouveaux cantons urbains, les cantons ruraux restant généralement intouchés. Les évolutions démographiques ayant accentué les écarts de population entre les cantons, la réduction de leur nombre était devenue une quasi nécessité dès lors qu'on ne souhaitait pas survaloriser le poids des cantons ruraux. Le principe retenu a été de contenir la taille des cantons dans un écart de plus ou moins 20 % à la moyenne départementale de population des cantons du département. Le nombre de cantons est ainsi passé de 4 035 à 2 054 au niveau national et de 75 à 40 en Alsace. 23 cantons ont été établis dans le Bas-Rhin au lieu de 44 auparavant avec une taille moyenne de 47 648 habitants. Le nombre de cantons dans le Haut-Rhin a été réduit de 31 à 17 avec une taille moyenne de 44 105 habitants. Avant le redécoupage, dans le Bas-Rhin, le conseiller général du plus petit canton bas-rhinois, Saales, représentait 3 833 habitants (population 2012), celui du plus grand, Haguenau, 53 686 habitants. Dans le Haut-Rhin, le canton de Lapoutroie comptait 10 004 habitants contre 53 216 pour celui de Huningue. Avec le redécoupage, le plus petit canton bas-rhinois, Obernai, compte 40 117 habitants et le plus grand, Strasbourg-6, au sud de la ville, 54 041 habitants. Dans le Haut-Rhin, le canton de Saint-Louis culmine à 53 216 habitants alors que le plus petit des cantons haut-rhinois, Guebwiller compte 36 568 habitants. Le plus grand canton d'Alsace par la superficie est celui d'Ingwiller qui regroupe pas moins de 75 communes sur 678 km². Dans le Haut-Rhin, le canton d'Ensisheim borde le Rhin sur 466 km² soit la superficie de 39 communes. Le redécoupage a atténué la surreprésentation de certaines zones rurales périphériques sous-vosgiennes au bénéfice d'une représentation plus équilibrée des zones urbaines et péri-urbaines marquées par un afflux conséquent de population depuis plusieurs décennies. Le choix des chefs-lieux de canton s'est opéré au bénéfice de la commune la plus importante par la taille, au prix parfois du décentrement du chef-lieu par rapport au territoire cantonal. C'est le cas de Mutzig, de Bouxwiller et d'Ingwiller dans le Bas-Rhin, de Sainte-Marie-aux-Mines ou Cernay dans le Haut-Rhin. Pas moins de 19 intercommunalités dans le Bas-Rhin étaient sectionnées par les limites cantonales. Leur nombre a été ramené à trois, soit celles du Pays de Hanau, de Molsheim-Mutzig et celle de Bischwiller. À Strasbourg, le nombre de cantons est passé de 10 à 6 et

à Mulhouse de 4 à 3. Le mérite de cette réforme est sans conteste d'avoir simplifié et homogénéisé le dispositif cantonal servant à l'élection des élus départementaux.

L'élargissement des bases géographiques de l'élection cantonale a aussi renforcé la politisation du scrutin. Les notables locaux sans affiliation politique explicite ont presque disparu du paysage des candidatures et *a fortiori* des élus. Par ailleurs, par la division du nombre de cantons de moitié, certains conseillers généraux sortants ont été placés devant le choix de candidater à nouveau, au risque d'affronter des homologues du même parti, ou de saisir l'opportunité pour mettre un terme à une carrière longue parfois de plusieurs mandats. Les deux présidents des anciens conseils généraux ont, à certains égards, donné l'exemple. Très tôt, Guy-Dominique Kennel, président du conseil général du Bas-Rhin, conseiller depuis 1992 et président du conseil depuis 2008, devenu sénateur en 2014 s'est retiré en s'investissant pour assurer la victoire de son camp. Charles Buttner, membre du conseil général du Haut-Rhin depuis 1992 et président depuis 2004, en délicatesse avec certains membres de sa formation politique, l'UMP, en particulier depuis ses réticences à adhérer au projet de conseil unique en 2013, a fini par prendre le même parti que son homologue du Bas-Rhin. Parmi les sortants renonçant à se porter à nouveau candidat figurent aussi, entre autres, Robert Hermann, devenu président de l'Eurométropole de Strasbourg, André Lobstein, maire d'Eckbolsheim et conseiller général RPR puis UMP depuis 1998, Pierre Freyburger, figure historique du socialisme mulhousien, mais aussi les conseillers Jean-Laurent Vonau, conseiller général du canton de Soultz-sous-Forêt depuis 1988, Marie-Dominique Dreysse, maire adjointe écologiste de Strasbourg, conseillère du canton de Strasbourg-2, Jo Spiegel, maire de Kingersheim, conseiller du canton de Wittenheim depuis 1988.

Ces départs ont sans conteste soutenu le renouvellement et le rajeunissement des candidatures à cette élection parallèlement à la féminisation enclenchée par le nouveau dispositif des binômes.

Une campagne tardive marquée par l'obligation de parité homme-femme et le nouveau dispositif géographique

La campagne électorale a, par certains aspects, paru tardive et relativement peu animée au niveau départemental où elle aurait dû se mener. Les questions politiques nationales ont lourdement pesé sur la campagne. L'idée que cette élection à mi-mandat présidentiel, serait un vote sanction de la politique gouvernementale est apparue comme une évidence qu'a aussi souligné la faible popularité de l'exécutif. La question était aussi de savoir si, après ses déchirements, l'UMP présidée par Nicolas Sarkozy

depuis novembre 2014 élu avec 64,5 % des suffrages des militants, devant Bruno Lemaire, pourrait tirer bénéfice de cet affaiblissement. En effet, la montée en popularité du Front national et de son chef, Marine Le Pen, est apparue menaçante pour les autres formations de droite. Cette montée consécutive aux réussites de ce parti aux municipales et aux européennes de 2014 a contribué à une exceptionnelle polarisation médiatique sur la formation de Marine Le Pen. Les dirigeants du FN ont clairement manifesté leur volonté d'être désormais présents aussi dans le paysage territorial pour conforter une stratégie de conquête du pouvoir dont l'objectif est la présidentielle de 2017. Cela s'est exprimé par la présence de binômes frontistes dans les 40 cantons alsaciens alors même que le PS manquait à l'appel dans pas moins de 18 cantons. Le parti du président de la République à la tête de 62 départements et de 21 régions, a peiné à trouver des candidats hors des trois grandes villes de la région. L'UMP parfois associée à l'UDI a répondu à l'appel dans tous les cantons.

L'élection départementale a suscité un afflux de candidatures de binômes assez étonnant dans ce contexte. 197 binômes se sont inscrits en préfecture, 121 dans le Bas-Rhin et 76 dans le Haut-Rhin. La crainte que le flou subsistant sur les compétences des départements, la loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) n'ayant pas encore été adoptée au moment de l'élection départementale ainsi que les diverses modifications apportées au mode de scrutin et l'obligation de trouver autant de femmes que d'hommes, limiteraient l'afflux de candidatures n'a pas été confirmée.

Si le FN a présenté des candidats dans tous les cantons, certains étaient totalement novices et d'autres, de leur propre aveu, n'ont pratiquement pas été présents sur le terrain. À l'inverse, des membres plus connus comme Laurent Gnaedig, candidat à Reichshoffen ou la famille Abraham dont le père Jean-François était candidat à Sainte-Marie-aux-Mines, la mère Carine Zoller-Abraham à Guebwiller et la fille Julia à Strasbourg-6 dans les quartiers sud de la ville ont assuré la visibilité du parti. Un seul maire figurait parmi les candidats du FN en la personne de Gérard Janus, maire de Fort-Louis, commune des bords du Rhin dans le canton de Bischwiller. Le PS a fait une intense campagne géographiquement concentrée dans les six cantons de Strasbourg et dans les cantons proches d'Illkirch-Graffenstaden et de Schiltigheim et menée pour l'essentiel par les adjoints municipaux de Roland Ries. Il en a été de même sur Mulhouse et les zones d'influence traditionnelle du Bassin potassique et des vallées industrielles à l'ouest de Mulhouse. La faible côte de l'exécutif socialiste dans l'opinion publique n'a pas encouragé sa présence dans les cantons ruraux où ses chances étaient inexistantes et où les candidats sérieux ont manqué à l'appel. Les accords des écologistes d'EELV (Europe Écologie-Les Verts) avec le PS ont été très limités. Dans le Bas-Rhin, ils ont porté 11 candidatures, avec

dans le Bas-Rhin un accord sur Haguenau avec le binôme Odile Christlen (EELV) et Taoufik Kasmi (PS) et dans le Haut-Rhin, à Colmar-1 et à Guebwiller. D'autres candidatures se réclamant de l'écologie mais non d'EELV étaient présentes à Masevaux, Altkirch et Wittenheim. Quant au Front de gauche, il a assuré une forte présence en termes de candidatures malgré la modestie de ses résultats en Alsace dans de précédentes élections. Il a présenté 12 binômes dans le Bas-Rhin et 6 dans le Haut-Rhin.

L'UMP a conduit la bataille avec la quasi-certitude d'emporter la majorité dans les deux conseils départementaux. L'objectif était d'autant plus atteignable que ses instances ont pu mobiliser l'important réseau des élus de terrain qui assure la pérennité de son implantation. De nombreuses femmes maires, adjointes et conseillères ainsi que les conseillères générales sortantes ont assuré un poids de notabilité à la part féminine des binômes de l'UMP qui a souvent fait défaut dans les autres formations. On peut en particulier relever la présence d'élues comme Laurence Muller-Bronn maire de Gerstheim et conseillère générale sortante, de Betty Muller, maire de Geiswasser, d'Annick Luttenbacher, maire de Felling, d'Isabelle Dollinger maire de Batzendorf, Stéphanie Kochert, maire de Climbach, Nadine Holderith-Weiss, maire de la Petite-Pierre, de Fabienne Orlandi, maire de Kirchberg et de Marie-Paule Lehmann, maire de Scherlenheim. L'UDI a de son côté présenté Michèle Eschlimann, maire de Wasselonne, Pascale Ludwig, maire de Kaffenach, Josiane Mehlen, maire de Morschwiller-le-Bas, Bernadette Groff, maire de Brunstatt et Alice Morel, maire de Bellefosse. Cette élection a également été l'occasion de renouer avec le concept de « Majorité Alsacienne » à travers des accords passés dans les deux départements entre l'UDI et l'UMP qui ont donné lieu à des panachages de candidatures comme à Schiltigheim avec Danièle Diligent, UDI et Jean-Louis Hoerlé, UMP, à l'absence de candidature concurrente comme à Bouxwiller ou à une double investiture comme à Brumath et à Haguenau. Le canton de Hoenheim a constitué un cas singulier où après le retrait d'André Lobstein après 16 ans de mandat au département, le maire de Wolfisheim, Éric Amiet, et Laurence Crosnier, investis par l'UMP ont affronté le maire de Hoenheim, Vincent Debes classé divers droite mais membre de l'UMP associé à Cécile van Hecke, UDI. Un affrontement du même type a eu lieu dans le canton d'Ingwiller où le maire UMP d'Asswiller et conseiller général sortant, Jean Mathia a affronté avec son binôme Melany Grondin, le maire UMP de Sarre-Union, Marc Sené associé à Nadine Weiss-Holderith. Outre le fait qu'il se soit agi de duels internes à la droite, la bataille électorale a dévoilé comment l'élargissement des cantons a conduit à des candidatures inspirées par des stratégies géographiques. Dans le cas du canton de Hoenheim, les deux maires des deux principales communes s'affrontant, chacun a eu le souci de s'associer à un représentant d'une autre zone du canton, en l'occurrence dans le cas de Cécile van Hecke, la commune d'Oberhausbergen dont elle

est conseillère municipale et dans le cas de Laurence Crosnier, la commune de Reichstett dont elle est également la conseillère municipale.

L'un des aspects singuliers de cette campagne a été l'introduction dans celle-ci de la question régionale. Elle s'est manifestée par la présence du parti régionaliste et autonomiste *Unser Land* qui a présenté 11 binômes dans le Bas-Rhin et 7 dans le Haut-Rhin. Ce parti déjà présent en 2011, où David Heckel avait emporté le siège de Sarre-Union qu'il avait quitté pour des raisons professionnelles après un an de mandat, a vu son audience considérablement élargie sous la présidence d'Andrée Munchenbach, ancienne conseillère municipale de Schiltigheim et ancienne conseillère générale du Bas-Rhin sous la bannière écologiste, passée un temps au MoDem, suite aux manifestations de protestation contre la création de la grande région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Ces candidatures surtout portées en milieu rural visaient à capitaliser rapidement dans les urnes et à chiffrer l'audience d'une sensibilité qui s'était vivement exprimée dans la rue à la fin de l'automne 2014.

Cette campagne départementale 2015 a été marquée par les transformations du dispositif électoral départemental. Cette rénovation a d'une certaine façon limité la lisibilité des enjeux locaux et augmenté le rôle des grandes formations politiques. Le changement du climat politique et social lié aux attentats de janvier 2015 contre *Charlie Hebdo* a contribué à accentuer cette tendance

Un premier tour marqué par la présence locale du FN, le repli des gauches et l'affirmation des droites

Les nouveautés du mode de scrutin rendaient le résultat de cette élection au niveau national relativement imprévisible. Si la sanction de la gauche de gouvernement était attendue, la redistribution des forces à l'intérieur des droites a été plus surprenante. Au soir du premier tour, la gauche a totalisé 36,7 % des suffrages dont 21,8 % pour le PS, 6,8 % pour les divers gauche, 6,1 % pour le Front de gauche et le Parti communiste et seulement 2 % pour Europe Écologie-Les Verts. L'ensemble des droites l'a nettement emporté avec pas moins de 61,4 % des suffrages. Sur ce total, l'UMP et le centre ont dominé avec 29,4 % des suffrages auxquels on peut associer 6,8 % de divers droite. Le véritable évènement a été le score du Front national. Avec 25,2 % des suffrages, il s'est imposé comme la deuxième force politique et a réalisé son meilleur score historique et ce, dans une élection locale au scrutin majoritaire. Son score lui a permis d'être présent dans 760 duels, principalement face à un autre candidat de droite. Ce résultat a confirmé les élections européennes de 2014 (24,9 %) et a amplifié considérablement sa performance par rapport aux élections municipales de 2014 où ses candidats n'avaient obtenu que 6,8 %

des suffrages. Beaucoup d'observateurs ont considéré que cette élection départementale a amorcé un tripartisme nouveau dans le paysage politique qui bouleverse la donne politique nationale française.

Les résultats des deux départements alsaciens ont amplifié les tendances nationales. Les gauches n'ont obtenu que 17,7% des suffrages, presque moitié moins qu'au niveau national (36,7%). Le PS et les divers gauche n'ont obtenu qu'un dixième des suffrages (10,3%), l'extrême-gauche est descendue à 2,1% tandis que les écologistes ont doublé leur score national avec 5,3% des voix. Les droites ont été nettement majoritaires en Alsace avec presque les trois quarts des suffrages (73,4%), majorant les scores de l'UMP et du centre (44,3%) ainsi que du FN (29,1%) par rapport au niveau national. Les régionalistes/autonomistes d'*Unser Land* ont capitalisé pas moins de 8% des suffrages et ont réussi une percée qui tranche avec la faiblesse de leurs scores antérieurs.

L'abstention qui était attendue à un très haut niveau s'est révélée plus faible qu'aux élections européennes de 2014 et qu'aux élections cantonales de 2011 mais plus forte en Alsace qu'au niveau national. Si le taux d'abstention a été de 49,4% au niveau national, il est à peu près équivalent dans les deux départements soit 52,1% dans le Bas-Rhin et 52,2% dans le Haut-Rhin. Cette forte abstention explique pour une bonne part qu'un seul binôme sur 40 – Bernadette Groff et Daniel Adrian dans le canton de Brunstatt – ait été élu dès le premier tour avec 25,8% des électeurs inscrits et 53,3% des suffrages exprimés en leur faveur. Des pointes d'abstention à plus de 62% ont été observées dans le canton de Saint-Louis et dans les cantons mulhousiens et strasbourgeois.

La géographie du vote de ce premier tour est restée pour la plupart des formations conforme aux distributions traditionnelles. La seule inconnue était la distribution géographique des votes des régionalistes d'*Unser Land*. Les cartes réalisées par Benjamin Furst permettent de mesurer les contours de ce vote avec une intéressante figuration des résultats dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, sur le fonds de l'ancien puis du nouveau découpage départemental. L'UMP parfois associée à l'UDI, a confirmé la solidité et l'importance de son implantation, cette élection reconstituant une forme de « majorité alsacienne » dominante sur l'ensemble de la région, hormis le bastion socialiste de la ville de Strasbourg. Le Bas-Rhin a enregistré globalement des résultats supérieurs à ceux du Haut-Rhin avec des pointes à Obernai (52,6%) ou Lingolsheim (50,2%). Les deux meilleurs scores du Haut-Rhin ont été enregistrés comme déjà évoqué à Brunstatt (52,5%) ainsi que par le binôme Brigitte Klinkert - Éric Straumann à Colmar-2 (52,5%). Ces résultats ont permis la présence de cette « majorité alsacienne » au deuxième tour dans tous les cantons concernés à l'exception de celui de Wittenheim où un binôme de gauche – Pierre Vogt, divers gauche sortant et Marie-France Vallat, PS – est resté en lice face au binôme FN – Ludwig

Deleersnyder - Évelyne Fuchs -. Alors qu'au niveau national, la consigne du président de l'UMP était de ne pas choisir entre la gauche et le FN, choix résumé par la formule du « ni-ni », les élus responsables régionaux de l'UMP, en particulier le sénateur André Reichhardt, président de la Fédération UMP du Bas-Rhin, ont clairement appelé à faire obstacle au FN.

Le climat sécuritaire après les attentats de janvier à Paris a été favorable au FN même si l'élection a eu lieu près de deux mois après les pics d'inquiétude et d'émotion qui ont suivi les assassinats de *Charlie Hebdo*. Ses résultats du premier tour lui ont permis d'être au deuxième tour dans 17 cantons sur 20 dans le Bas-Rhin et dans 16 cantons sur 17 dans le Haut-Rhin. Il devance le PS dans 34 cantons sur 40, et même l'UMP dans 9 cantons, Ensisheim, Bischwiller, Sélestat, Ingwiller, Saverne, Guebwiller, Illkirch-Graffenstaden et dans les cantons 1 et 2 de Mulhouse. Cette élection a signé l'entrée en fanfare du FN dans le paysage politique local et pas seulement régional. Il a réussi à surmonter le handicap de sa faible implantation sur les terrains locaux qui ne lui permettait de réussir que dans des élections à scrutin de liste. Ses plus forts résultats communaux ont été enregistrés dans le Haut-Rhin, à Rombach-le-Franc (46,5 %), dans le canton de Sainte-Marie-aux-Mines, à Chavannes sur l'Étang (45,8 %) dans le canton de Masevaux et à Stosswihr (45,2 %) dans le canton de Wintzenheim. Le meilleur score local dans le Bas-Rhin est celui du tandem FN que le maire de Fort-Louis Gérard Janus a constitué avec Virginie Denjean-Obernesser. Il totalise 65 % des suffrages dans sa commune pour 37,8 % dans l'ensemble du canton de Bischwiller. Ce canton et celui de Reichshoffen figurent depuis longtemps parmi les cantons des plus forts votes FN dans le Bas-Rhin. C'est dans les cantons de Strasbourg qu'il enregistre ses plus faibles scores, le plus faible score bas-rhinois étant celui de Strasbourg-5 (Esplanade, Conseil des XV, Vauban) avec 13,7 % des suffrages exprimés. Dans le Haut-Rhin, c'est au cœur du bassin potassique, dans le canton de Wittenheim que le FN obtient son meilleur résultat (39,4 %) suivi de celui d'Ensisheim (35,5 %) et de Mulhouse-2 (35,2 %). Les plus faibles résultats du Front national sont ceux des cantons de Saint-Louis (24,5 %), Colmar-1 (25,2 %), Wintzenheim (27,0 %) et Rixheim (27,1 %). Ce vote FN reste marqué par sa prégnance dans les zones ouvrières et populaires mais cette élection départementale souligne sa diffusion relativement homogène sur l'ensemble du territoire régional. Seuls les quartiers urbains socialement et économiquement mieux lotis résistent à son implantation. À Strasbourg, il ne dépasse les 20 % que dans les quartiers plus populaires du canton 2 (Koenigshoffen, Hohberg) et du canton 3 (Cronenbourg, HautePierre) et canton 6 (Canardière, Musau, Neuhof) et reste aux alentours de 15 % dans les trois autres cantons strasbourgeois. Si dans les cantons proches de Strasbourg comme Hoenheim, Illkirch-Graffenstaden, Schiltigheim,

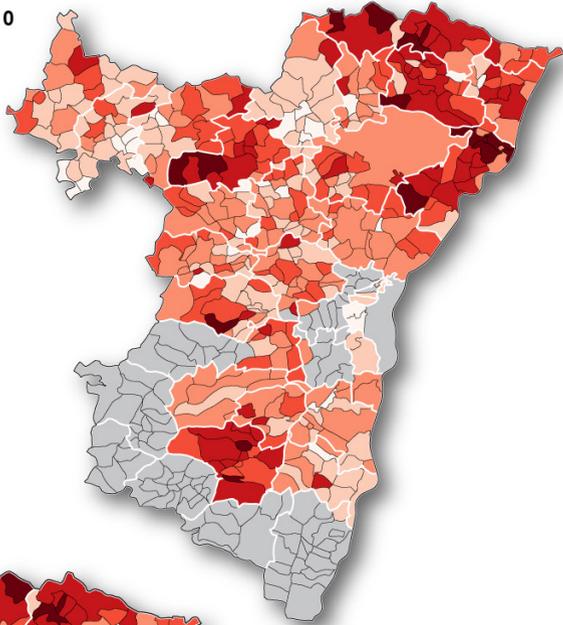
il est proche de 25 % des suffrages, il dépasse les 30 % dans la plupart des autres cantons bas-rhinois. Le vote Front national s'accroît à mesure qu'on s'éloigne des centres urbains majeurs.

La gauche a fait pâle figure en Alsace lors de ces élections départementales 2015, sauf dans son bastion strasbourgeois. La gauche, PS et EELV, totalise 16,4 % des voix dans le Haut-Rhin et 13,7 % dans le Bas-Rhin contre 23,2 % en moyenne nationale. L'extrême-gauche est réduite à la portion congrue avec 1,96 % des suffrages dans le Haut-Rhin et 2,3 % dans le Bas-Rhin contre 4,6 % en moyenne nationale. Avec l'élimination dès le premier tour des deux conseillers sortants, Claude Froehly à Illkirch-Graffenstaden et Raphaël Nisand à Schiltigheim, elle s'est repliée dans Strasbourg intra-muros. Elle a subi de plein fouet l'effondrement de la popularité de l'exécutif national et, coup de grâce, a subi le contrecoup de la réforme territoriale particulièrement mal reçue entre Vosges et Rhin car elle supprimait *de facto* la région Alsace. L'effet le plus marquant a été son effondrement dans le Haut-Rhin. À Mulhouse, dans son fief historique, la gauche a été exclue du deuxième tour dans les trois cantons de la ville. Elle a été devancée par l'UMP et le FN dans chacun d'entre eux. Elle ne s'impose pour un deuxième tour face au FN dans le Haut-Rhin que dans le canton de Wittenheim et participe à la triangulaire dans le canton de Sainte-Marie-aux-Mines avec le binôme Nadège Florentz - Henri Stoll. Ni les manifestations républicaines du 11 janvier 2015 en protestation des attentats des islamistes extrémistes, ni le dispositif électoral innovant proposé par l'exécutif pour cette élection, n'ont permis à la gauche de conserver son potentiel électoral.

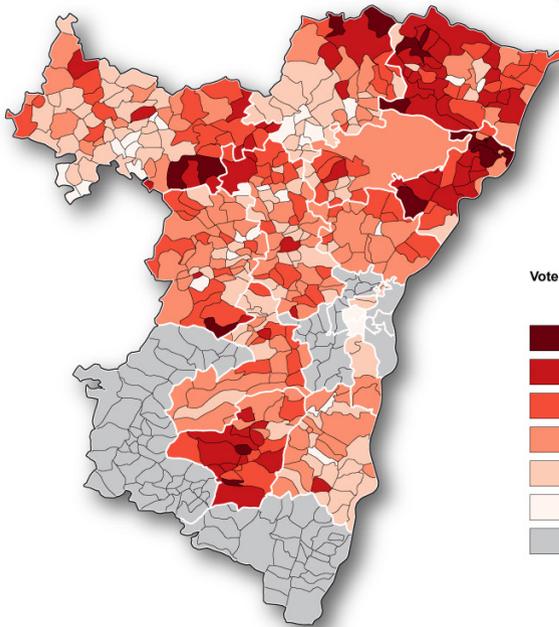
Dans la suite des manifestations qui ont marqué l'élaboration de la réforme territoriale nationale et ont accompagné l'élaboration par le Parlement de la loi portant « Nouvelle organisation territoriale de la République » dite loi NOTRe, de nombreuses manifestations dans nombre de villes des deux départements ont réactivé une sensibilité régionaliste voire autonomiste autour de la protestation contre la proposition d'une nouvelle région réunissant les trois régions de l'Est français, Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne. L'une des véritables inconnues de ce scrutin départemental était de savoir si les candidats étiquetés *Unser Land*, capitaliseraient dans les urnes le bénéfice de la popularité acquise dans les manifestations de protestation contre la grande région. La formation n'a présenté de binômes que dans 23 cantons et a soutenu la candidature d'un binôme régionaliste dans le canton de Reichshoffen. Avec un total de 54 397 voix sur la région, *Unser Land* a incontestablement réussi sa première véritable percée sur la scène politique régionale avec 8,7 % des suffrages exprimés dans le Bas-Rhin et 9,1 % dans le Haut-Rhin. La formation présidée par Andrée Munchenbach obtient ses deux meilleurs scores aux deux extrémités de la région, dans le canton de Saint-Louis (24,4 %) et dans

Les élections départementales 2015 en Alsace liste *Unser Land* (1^{er} tour, Bas-Rhin)

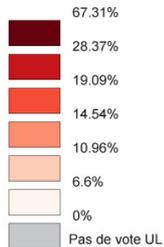
Découpage cantonal 2010



Découpage cantonal 2015



Vote UL (% Voix/Exp)

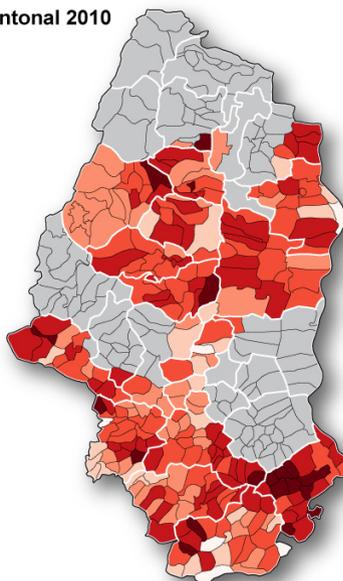


Discretisation selon les quartiles avec isolement des queues de distribution par définition de deux classes extrêmes. Les 6 classes sont définies avec les bornes suivantes : minimum, percentile 5, 1^{er} quartile, médiane, 2^e quartile, percentile 95, maximum. Cette discretisation permet de séparer 5% des unités spatiales ayant les valeurs les plus petites, et 5% de celles ayant les valeurs les plus grandes.

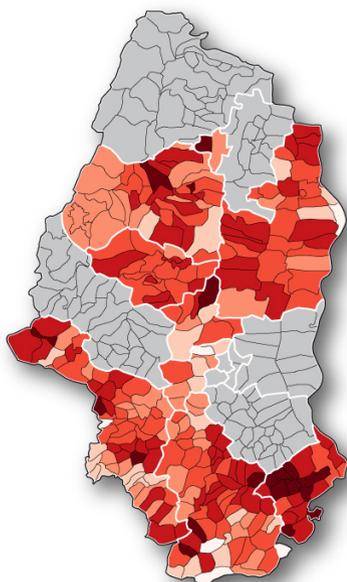


Les élections départementales 2015 en Alsace liste *Unser Land* (1^{er} tour, Haut-Rhin)

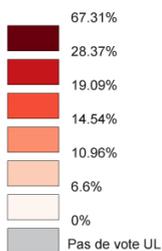
Découpage cantonal 2010



Découpage cantonal 2015



Vote UL (% Voix/Exp)



Discretisation selon les quartiles avec isolement des queues de distribution par définition de deux classes extrêmes. Les 6 classes sont définies avec les bornes suivantes : minimum, percentile 5, 1er quartile, médiane, 2e quartile, percentile 95, maximum. Cette discretisation permet de séparer 5% des unités spatiales ayant les valeurs les plus petites, et 5% de celles ayant les valeurs les plus grandes.



celui de Wissembourg (20,1 %), deux cantons particulièrement marqués par le fait frontalier. À l'opposé, ses moins bons résultats sont enregistrés dans la zone métropolitaine strasbourgeoise. Dans les deux cantons plutôt populaires de Strasbourg les cantons de Strasbourg-2 (Koenigshoffen) et de Strasbourg-3 (Haute-pierre-Cronenbourg) où se présentait un binôme *Unser Land*, les résultats sont de l'ordre de 5 % des suffrages, ils approchent les 10 % dans les cantons de Schiltigheim et d'Illkirch-Graffenstaden, pour monter à presque 19 % dans le canton d'Obernai. Ce gradient géographique traduit l'implantation préférentiellement non métropolitaine de cette sensibilité qui a capté un électorat de droite et de gauche.

Un deuxième tour sans suspense pour consacrer les droites

« classiques » dans de nombreux duels avec le Front national

Pas moins de 82 binômes soit 164 candidats se sont présentés au suffrage des électeurs au deuxième tour des départementales en Alsace, en un pluvieux dimanche, le 25 mars 2015. La véritable nouveauté de ce deuxième tour a été l'amenuisement des affrontements gauche-droite ou entre personnalités de la droite classique, au bénéfice de duels UMP, UDI et divers droite contre des candidats du Front national, en l'occurrence pas moins de trente deux duels pour une seule triangulaire à Sainte-Marie-aux-Mines. La gauche présente au deuxième tour dans sept circonscriptions seulement – les six circonscriptions strasbourgeoises et celle de Wittenheim – n'a affronté la formation de Marine Le Pen que dans trois circonscriptions : celle de Strasbourg-2 (Koenigshoffen) et Strasbourg-3 (Cronenbourg-Haute-pierre) et dans le Haut-Rhin, celle de Wittenheim. La participation est restée dans de basses eaux et, en Alsace, davantage qu'en moyenne nationale. L'abstention a été de 50,0 % des inscrits en France entière à ce deuxième tour contre 49,8 % au premier tour. Au premier tour comme au second, l'abstention a été plus forte en Alsace qu'en moyenne nationale. Elle atteint 52,2 % au deuxième tour contre 53,9 % au premier dans le Bas-Rhin et à l'inverse, 53,1 % au second tour contre 52,2 % au premier dans le Haut-Rhin. L'importance du vote *Unser Land* est sans doute l'une des clés de cette abstention plus marquée au sud qu'au nord lors du second tour de scrutin.

Le deuxième tour de cette élection départementale n'a pas laissé de place à la surprise. La confrontation directe des droites UMP et autres candidats classés divers droite au Front national s'est traduite par une absolue victoire de l'UMP et de ses alliés et une répartition des voix de l'ordre des deux tiers pour ceux-ci et un tiers pour le Front national. Le report de divers électeurs et notamment de gauche sur la droite républicaine a actionné en sa faveur « le front républicain » auquel ont appelé les leaders de la majorité

régionale. Cet appel n'a toutefois pas empêché une progression du FN d'un tour à l'autre dans le Haut-Rhin de 73 150 voix à 75 391(+ 3 %) alors que dans le Bas-Rhin, le total de ses suffrages a enregistré une légère baisse de 97 638 à 95 611 voix (-2 %). Certaines progressions ont été spectaculaires comme dans le canton de Guebwiller où le binôme Sylvain Marcelli - Carine Zoller-Abraham a vu son total de voix progressé de près de 27 %.

Parmi les faits marquants de ce deuxième tour figure, dans la bataille des maires de droite « classique » du canton de Hoenheim, la victoire du binôme Cécile Van Hecke - Vincent Debès, maire de Hoenheim contre le binôme Laurence Crosnier - Éric Amiet, maire de Wolfisheim, candidats investis officiellement par l'UMP alors que le vainqueur s'était présenté en dissident de son parti mais avec le soutien de l'UDI. À Strasbourg, le PS l'a emporté sans surprise dans quatre cantons sur six, face au FN dans les cantons populaires de Strasbourg-2 (Koenigshoffen) et Strasbourg-3 (Cronenbourg-Hautepierre) ainsi que dans les cantons des classes moyennes et bourgeoises strasbourgeoises, les cantons Strasbourg-1 (Centre-ville-Krutenau-Musau) et Strasbourg-5 (Esplanade-Conseil des XV). Sur le canton 4 de Strasbourg (Robertsau-Contades-République), la victoire du conseiller sortant de la Robertsau, le docteur Yves Le Tallec (UMP) associé à Françoise Pfersdorff, sur Christel Kohler associée au jeune premier adjoint socialiste Alain Fontanel qui ne fait pas mystère de ses ambitions à la succession de Roland Ries avec l'appui de celui-ci, a contenu l'ampleur de l'emprise du PS sur la ville. Dans le Haut-Rhin, la victoire des alliances UMP-UDI - divers droite a failli être totale puisque un seul binôme est resté à gauche dans le canton de Wittenheim, demi-victoire car dès le lendemain de l'élection, l'un des membres du binôme vainqueur, Pierre Vogt, initialement classé divers gauche, a annoncé son ralliement à la majorité départementale. Dans la seule triangulaire de cette élection, dans le canton de Sainte-Marie-aux-Mines, le binôme de la socialiste Nadège Florentz et de l'écologiste Henri Stoll a été devancé de quelques voix par le FN, et, nettement, par l'UMP. À Mulhouse, les socialistes ont disparu de la scène au bénéfice de binômes où centristes proches de l'ancien maire Jean-Marie Bockel et membres de l'UMP, proches de l'actuel maire Jean Rottner, se partagent la représentation départementale de la cité du Bollwerk. À Colmar-1, le binôme Brigitte-Klinkert-Éric Straumann, député, l'emporte haut la main avec pas moins de 71,4 % des voix tout comme le binôme Patricia Fuchs-Olivier Becht, maire de Rixheim avec 71,3 % des voix.

Au terme de cette élection départementale au dispositif innovant, les électeurs ont conforté la dominance marquée des droites UMP, centriste et divers droite, sur le dispositif départemental alsacien. Au total dans le Bas-Rhin 23 élus UMP, 10 élus divers droite, et 5 UDI pour un divers gauche et 7 PS, ont permis la désignation sans coup férir du successeur de

Guy-Dominique Kennel à la présidence du département, en la personne de Frédéric Bierry, né en 1966, élu dans le canton de Mutzig, UMP, maire de Schirmeck depuis 1995, ancien vice-président départemental en charge des solidarités. Dans le Haut-Rhin, c'est le député Éric Straumann, né en 1964, député depuis 2007, UMP, qui a été élu sans difficulté par 31 voix sur 34 membres d'un conseil qui ne compte qu'une opposante socialiste. La longue tradition de la dominance des droites républicaines sur les assemblées départementales de la région est sortie renforcée de ce scrutin 2015. Ces résultats finaux ne sauraient minimiser l'importance politiquement marquante de l'installation au deuxième rang du Front national dans le paysage politique régional à l'occasion de ce scrutin territorial. Projetés sur le nouvel espace régional Champagne-Ardenne-Lorraine-Alsace, les résultats des dix départements qui la composent, attribuent une nette majorité de 42 % à l'UMP et ses alliés, de 24 % à la gauche et de pas moins de 31 % au FN. Huit mois ont séparé cette élection de la seconde élection territoriale de 2015, à peine le temps de mettre en ordre de bataille les formations politiques dans un nouveau dispositif régional qui a suscité plus de réprobation que d'adhésion en Alsace, dans diverses sensibilités du prisme politique.

Les élections régionales de l'automne 2015

Les élections départementales à peine terminées, les impératifs du calendrier de l'élection présidentielle ont conduit le gouvernement à accélérer le vote de la loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe qui a été adoptée définitivement le 16 juillet 2015 et promulguée le 7 août. La loi a peu touché aux compétences des régions si ce n'est qu'elle a supprimé la clause de compétence générale des régions comme des départements et qu'elle a renforcé le pouvoir des régions en matière économique, le social devenant l'apanage des départements.

Une campagne singulière et tourmentée

Comme les élections départementales de mars 2015, les élections régionales de décembre 2015 ont été marquées du sceau de la réforme. La loi NOTRe promulguée au *Journal officiel* du 7 août 2015 a imposé un nouveau découpage régional de la France en 13 régions au lieu de 22 auparavant. L'année 2014 a été émaillée en Alsace de moments de protestations et de manifestations contre la nouvelle entité régionale Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, vaste région de 57 433 km² et de 5,6 millions d'habitants. Par sa superficie, cette nouvelle entité est nettement plus grande que la Belgique (31 528 km²) mais moitié moins peuplée. Dans le cas de l'Alsace, cette fusion a suscité de nombreuses

protestations pour la défense de la région, y compris dans la rue, ce qui, sur un sujet politique régional, ne s'était pas vu depuis les manifestations de 1984 contre le projet de déplacement de l'accélérateur de particules intitulé synchrotron vers Grenoble alors qu'il avait été initialement prévu à Strasbourg.

La première grande manifestation contre les projets de réforme régionale du gouvernement socialiste de Manuel Valls a eu lieu à Strasbourg, place de Bordeaux, le samedi 10 octobre 2014, à l'initiative du collectif « L'Alsace, ma région ». Ce collectif créé par les trois chambres consulaires alsaciennes, avec l'appui de collectivités territoriales alsaciennes, en particulier la région Alsace qui a mis en place, à cette occasion, des tickets de TER à 5 € pour rallier Strasbourg, a eu un caractère quasi officiel. Des représentants du monde économique, le député du Haut-Rhin Éric Straumann, le maire de Mulhouse Jean Rottner et surtout Philippe Richert ont pris la parole. Les chiffres de participation ont oscillé entre 6 500 selon la police, 10 à 20 000 selon Philippe Richert et 30 000 selon d'autres sources. Terminée par une Marseillaise lancée par le président de région, cette manifestation est apparue à bien des égards comme une grande manifestation consensuelle et une protestation officielle de l'Alsace, à la fois institutionnelle et populaire. Ce fut la première apparition à grande échelle des symboles de la coiffe et du drapeau « *rot un wiss* », rouge et blanc ressuscités pour la circonstance. L'opposition « officielle » de la majorité alsacienne à la réforme s'est déstructurée avec la désignation en février 2015 de Philippe Richert comme tête de liste de l'UMP puis de LR (Les Républicains) à l'élection régionale, dans le cadre la nouvelle région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Dès lors, un pôle « autonomiste » piloté par *Unser Land* à la fois opposé au gouvernement, auteur du projet de nouvelle région, et à la « majorité alsacienne » classique, s'est forgé. D'importantes manifestations impulsées par *Unser Land* et divers mouvements régionalistes et autonomistes, notamment le 30 novembre 2014 à Colmar (de 1 500 à 4 000 participants selon les estimations) et à Mulhouse le 7 décembre 2014, ont ponctué la lutte contre la fusion de l'Alsace avec la Lorraine et Champagne-Ardenne. On peut estimer que ce moment est un moment de rupture d'où est issue la nouvelle affirmation d'un régionalisme politiquement émancipé par rapport à la « majorité alsacienne » mais aussi par rapport à la gauche « officielle » qui a peu ou prou cautionné la réforme régionale, même si, localement, les dirigeants du PS penchaient pour une fusion de l'Alsace avec la seule Lorraine.

Parmi les nouvelles dispositions importantes de cette élection régionale 2015, la mise en place prévue par la loi de listes départementales de chacune des listes régionales des partis conduites par un chef de file régional, a constitué une innovation complexe mais jugée nécessaire vu la taille des nouvelles régions. Philippe Richert, président sortant de la région

Alsace a ainsi mené la liste Les Républicains-UDI-MoDem « Unissons nos énergies », Jean-Pierre Masseret, président sortant de la région Lorraine, la liste PS « plus forte, plus proche, notre région », Sandrine Bélier, la liste Europe Écologie-Les Verts et Parti Radical de Gauche, « Écologistes, solidaires et citoyens », Florian Philippot, député européen, la liste FN, Jean-Georges Trouillet, la liste *Unser Land* et alliés « Non à l'ACAL, oui à nos régions », Laurent Jacobelli, la liste Debout la France, Patrick Perron, maire communiste d'Algrange, la liste Front de gauche « Nos vies d'abord », Julien Wostyn, la liste Lutte Ouvrière « Faire entendre le camp des travailleurs » et David Wentzel, la liste Union Populaire Européenne. La taille de la nouvelle région, comptant pas moins de 3 909 540 électeurs, a conduit à un total impressionnant de 1 701 candidats répartis sur les neuf listes candidates, présentant chacune 189 candidats pour 169 conseillers soit 20 de plus du fait de l'obligation de présenter deux suppléants sur chacune des listes des dix départements.

Ce dispositif de liste régionale avec un sectionnement départemental pilotée par un chef de liste départemental, n'a pas conduit à une personnalisation départementale du scrutin, le choix des électeurs s'imposant progressivement dans la campagne, surtout dans la dernière phase de celle-ci, autour de la tête de liste régionale et de son étiquette politique. Le sectionnement départemental a été conçu pour répartir à la proportion de la population départementale, les 169 sièges de conseillers régionaux correspondant à la somme de chacun des conseils régionaux antérieurs. Le Bas-Rhin avec 33 conseillers régionaux attribués, la Moselle avec 32 conseillers, le Haut-Rhin avec 23 conseillers ont été les mieux pourvus par opposition à des départements comme la Haute-Marne ou la Meuse et leurs 6 conseillers régionaux. L'égalité entre les conseillers est assurée par le fait que dans tous les départements chacun représente aux alentours de 22 à 23 000 électeurs inscrits, sachant que le Bas-Rhin, par exemple, compte à cette élection 768 549 inscrits et la Meuse 138 708. Par ailleurs, le mode de scrutin est resté pratiquement inchangé avec la parité homme-femme dans les candidatures, la nécessité d'obtenir 5 % des suffrages exprimés pour obtenir le remboursement des frais de campagne et l'obligation d'atteindre 10 % des suffrages pour être autorisé à participer au deuxième tour et 5 % au moins des suffrages exprimés pour être autorisé à fusionner avec une autre liste.

L'exceptionnelle singularité de cette campagne de basse intensité dans ses débuts, a été le moment terrible des attentats du 13 novembre à Paris, contre les spectateurs de la salle de concert du Bataclan et les consommateurs de terrasses proches. Ces attentats perpétrés par des terroristes se réclamant de l'État islamique ou Daech ont fait pas moins de 130 victimes et près de 350 blessés. Ils ont cruellement réitéré un climat d'inquiétude comparable à celui qui avait succédé aux attentats de début

janvier 2015 contre le journal *Charlie Hebdo* rue Nicolas Appert dans le 11^e arrondissement de Paris et le magasin Hyper Cacher de la porte de Montreuil. Ces actes barbares ont frappé de stupeur le pays. La campagne électorale s'est totalement interrompue pendant une semaine et n'a jamais paru reprendre un cours et une intensité normaux ensuite, si ce n'est dans la dernière semaine avant le premier tour du dimanche 6 décembre 2015. Les sondages pour la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine ont progressivement laissé apparaître la forte poussée du FN et sa possible arrivée en tête du premier tour, tout en maintenant longtemps la probabilité d'une victoire de Philippe Richert au second tour. La tendance des sondages a amorcé un changement fin novembre quand des sondeurs, en particulier ELABE pour le journal *Les Échos* (3 décembre 2015) a ouvert la possibilité que Florian Philippot devance Philippe Richert au second tour (37 % pour le FN, 35 % pour Les Républicains, 28 % pour la gauche) à partir d'une nette domination au premier tour (35 % Philippot, 29 % Richert). Les sondages pour la gauche au deuxième tour sont constamment restés entre 26 et 30 % des voix.

Un premier tour dans d'exceptionnelles turbulences

Le soir du dimanche 6 décembre 2015 à 20 h, l'annonce des résultats a sonné comme un coup de tonnerre sur la scène politique de la nouvelle région ACAL et la scène politique nationale. Au niveau national, les listes Front national ont dominé cette élection avec 29,5 % du total des suffrages exprimés contre 27,4 % aux listes Les Républicains-UDI-MoDem et 23,5 % à celles du PS et des formations alliées. Ces élections ont confirmé une tendance à la tripartition de l'électorat esquissée aux élections départementales. Le FN est arrivé en tête dans pas moins de six des treize régions métropolitaines, à savoir, Nord-Pas-de-Calais-Picardie (40,6 %), Provence-Alpes-Côte d'Azur (40,5 %), Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (36,1 %), Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (31,8 %), Bourgogne-Franche-Comté (31,5 %) et Centre-Val de Loire (30,5 %). Les listes Les Républicains-UDI-MoDem sont arrivées premières en Auvergne-Rhône-Alpes (31,7 %), en Ile-de-France (30,5 %), et dans les Pays de la Loire (33,5 %) tandis que le PS n'a précédé les autres listes qu'en Bretagne (34,9 %) et en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes (30,4 %).

Si Philippe Richert a devancé Florian Philippot de 2,6 points de pourcentage dans le Bas-Rhin, son fief de toujours, dans les neuf autres départements de la grande et nouvelle région, le candidat du Front national, conseiller municipal de Forbach et député européen, est arrivé partout en tête. Au total, il a rassemblé 641 122 voix soit 36,1 % des suffrages exprimés. Avec 459 138 suffrages soit 25,8 % des suffrages, Philippe Richert a accusé un écart de près de 182 000 voix et 10 points de pourcentage avec le jeune candidat du Front national. Par rapport aux

européennes de 2014, la liste FN a gagné pas moins de 238 979 voix sur la grande région ACAL, tandis que la liste de Philippe Richert, candidat des Républicains, UDI et MoDem en a perdu 49 033. Le gain est de 59 % dans un cas et la perte de 9 % dans l'autre par rapport aux résultats de ces deux sensibilités de droite aux élections européennes de 2014. Pour ce qui est de la seule Alsace, le candidat du Front national l'a emporté de peu avec 32,3 % des suffrages contre 31,1 % au candidat LR-UDI-MoDem. La situation a toutefois été opposée dans les deux départements. Florian Philippot a totalisé 85 067 voix soit 34,7 % des suffrages exprimés dans le Haut-Rhin et Philippe Richert 68 483 voix, soit 28 % des suffrages. Inversement dans le Bas-Rhin, c'est Philippe Richert qui a devancé Florian Philippot avec 121 583 voix et 32,3 % des suffrages exprimés contre 119 993 voix et 30,65 % des suffrages exprimés au candidat frontiste.

Les résultats du FN ont dépassé et de loin, ceux de la période du plus fort vote lepéniste du XX^e siècle, celle des années 1990 où l'Alsace était parfois qualifiée de « cœur noir » de l'Europe dans les médias. Aux régionales de 1998, le FN totalisait 70 458 voix dans le Bas-Rhin soit 20,6 % des suffrages exprimés et 48 612 voix soit 20,4 % des suffrages exprimés dans le Haut-Rhin. Des élections régionales de 1998 à celles de 2015 soit en 17 ans, le total des voix en faveur du Front national en Alsace a augmenté de 72 %, de 119 070 voix à 205 060. Aux présidentielles de 1995, le fondateur du parti arrivait en tête dans le Bas-Rhin avec 130 548 voix soit 25,8 % des suffrages et 88 100 voix dans le Haut-Rhin soit 24,8 % des voix. Si, en 2007, Nicolas Sarkozy avait réussi à réduire l'audience du Front national, celle-ci n'a cessé de progresser sur l'ensemble de l'Alsace depuis les présidentielles de 2012 : 141 397 voix aux européennes de 2014, 170 788 voix aux départementales de 2015 et 205 060 voix aux régionales de décembre 2015. La progression a été fulgurante, avec en un an et demi, près de 64 000 électeurs supplémentaires, un gain de 45 % ! Les inquiétudes sécuritaires consécutives aux attentats de Paris le 13 novembre 2015 ont pesé sur le scrutin de même que l'inquiétude sur l'évolution de la situation économique. Dans la région ACAL, au soir du premier tour des régionales de 2015, le FN est en tête dans tous les départements sauf le Bas-Rhin (30,6 %), il dépasse les 40 % des suffrages en Haute-Marne (42,2 %), en Meuse (40,3 %) et dans l'Aube (40,4 %), les 38 % dans les Ardennes (38,5 %), et la Moselle (38,9 %). Dans le Haut-Rhin, avec 34,7 % des suffrages, il se rapproche de son score bas-rhinois. En 2010, en Haute-Marne, il n'obtenait encore que 16,2 % des suffrages, en Meuse 15,8 % et dans l'Aube, 17,7 %. Ces scores étaient alors comparables à ceux de Patrick Binder dans le Haut-Rhin où il avait obtenu 16,1 % des suffrages. Au total dans la région ACAL, la progression du vote FN a été fulgurante : 228 706 voix aux régionales de 2010, 641 482 voix à celles de 2015 soit un gain de 412 776 voix soit + 180 %. Un tel déplacement de voix est rare.

**Évolution des résultats du Front national dans les départements
de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine :
Régionales 2010 - Régionales 2015**

Départements	2010	2015	Évolution
Bas-Rhin	36 824	111 993	+ 225 %
Haut-Rhin	33 349	85 067	+ 155 %
Moselle	44 331	122 359	+ 176 %
Meurthe-et-Moselle	26 143	79 810	+ 205 %
Vosges	18 290	51 624	+ 182 %
Meuse	9 505	26 908	+ 183 %
Ardennes	11 620	33 690	+ 184 %
Marne	23 914	64 273	+ 206 %
Aube	15 079	38 915	+ 158 %
Haute-Marne	9 651	26 843	+ 178 %
Total ACAL	228 706	641 482	+ 180 %

L'implantation traditionnelle de la droite classique et l'influence personnelle de Philippe Richert ont atténué en Alsace la baisse d'audience des Républicains associés à l'UDI et au MoDem. Dans un contexte d'augmentation de la participation de près de 7 points de pourcentage dans le Haut-Rhin et de 5 points dans le Bas-Rhin, la liste du président sortant de la région Alsace a augmenté le nombre de voix obtenues de 7 768 voix dans le Haut-Rhin et de 585 voix dans le Bas-Rhin sur la période 2010-2015. En proportion toutefois, la baisse est de 6,3 points de pourcentage dans le Bas-Rhin et de 1,4 point dans le Haut-Rhin. La présence du Front national (34,7%) et des régionalistes/autonomistes (12,6%) est forte dans le Haut-Rhin. La liste de Philippe Richert y est même devancée par celle de Florian Philippot à l'inverse du Bas-Rhin. Dans les villes les plus importantes, la liste de Philippe Richert l'emporte sur celle de Florian Philippot : 31,7% contre 18,7% à Strasbourg, 30,5% contre 28,9% à Mulhouse, 32,5% contre 27,7% à Colmar ou encore 35,8% contre 30,7% à Haguenau et 26,8% contre 23% à Schiltigheim.

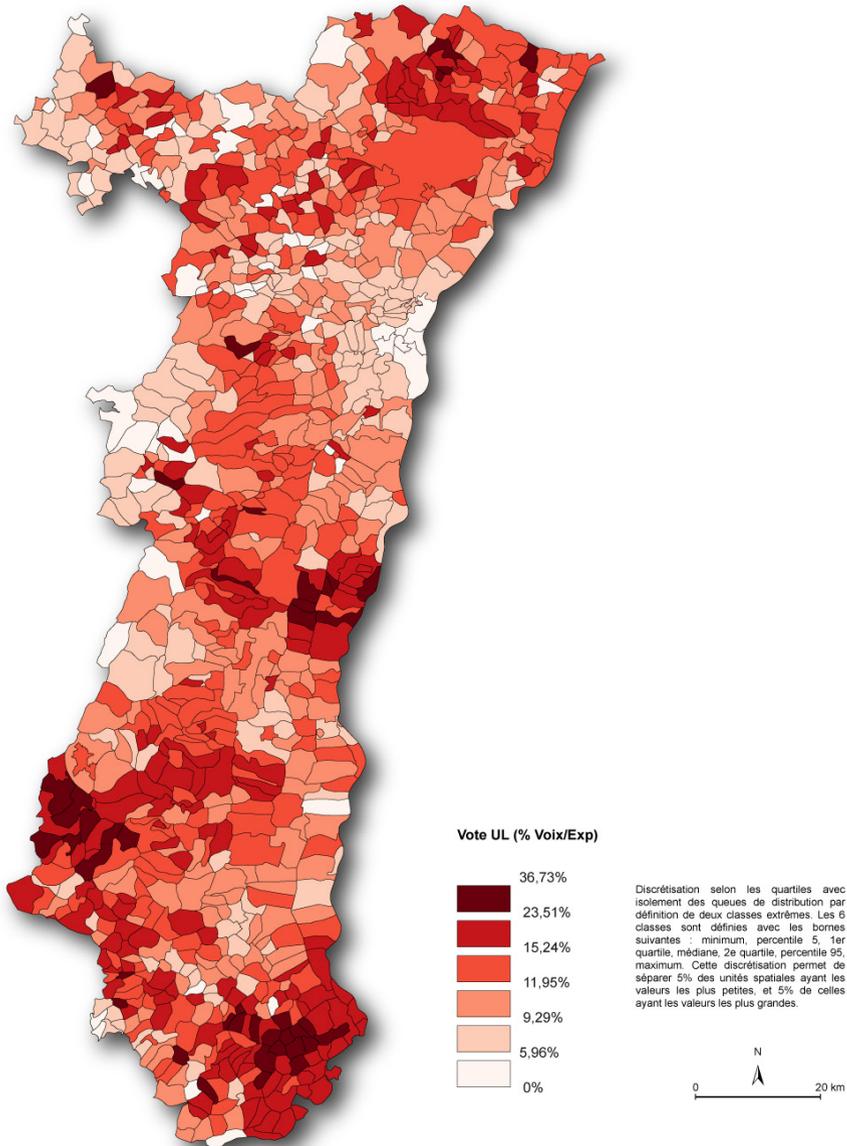
Le premier tour de l'élection régionale du 7 décembre 2015 bien qu'opéré dans le cadre de la nouvelle région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine s'est révélé plus favorable à *Unser Land* que ne le préoyaient les sondages. Après leur réussite aux élections départementales de 2015, les régionalistes/autonomistes d'*Unser Land* étaient confrontés à une élection *a priori* peu favorable. Il était difficile de soutenir une revendication de retour à la région Alsace dans une élection visant à désigner les élus de la nouvelle région de l'Est français. D'où une campagne placée sous l'égide de la défense des régions et du régionalisme en général avec pour slogan

« Non à l'ACAL, oui à nos régions ». Pilotée par Jean-Georges Trouillet, la liste *Unser Land* que le candidat présentait comme un parti de centre droit, a totalisé 84 215 voix sur l'ensemble de l'Alsace dont 36 097 dans le Bas-Rhin, soit 10,1 % des suffrages exprimés et 30 970 dans le Haut-Rhin soit 12,6 % des suffrages. Dans ce département, *Unser Land* devance le PS qui ne totalise que 23 246 voix soit 9,4 % des suffrages. Dans le Haut-Rhin devenu son fief, *Unser Land* issu de la fusion en octobre 2009 de l'Union du peuple alsacien / *Elsässische Volksunion* (UPA) et de *Fer's Elsass*, association de jeunes militants souhaitant rajeunir l'autonomisme alsacien et créée en 2002 pour la promotion du bilinguisme intégral, est devenu la troisième force politique, précédé par les Républicains associés à l'UDI et au MoDem avec 27,9 % et le Front national avec 34,7 %. L'élection souligne aussi combien l'association à des formations de même sensibilité comme le parti des Mosellans ou le Parti Lorrain était de circonstance, et combien elle cantonne *Unser Land* dans le champ politique alsacien. Dans la Moselle proche, la liste Trouillet n'obtient que 2,1 % des voix et moins de 1,5 % dans les sept autres départements non alsaciens d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. S'agissant des deux villes majeures, *Unser Land* ne totalise que 3 494 voix soit 5,6 % des suffrages à Strasbourg et 1 311 voix soit 6,8 % des suffrages à Mulhouse sur un total régional de 67 726 voix, ce qui marque clairement son implantation rurale et la faiblesse de son audience en zone métropolitaine. Plus la taille de la ville diminue, plus le score d'*Unser Land* tend à augmenter : 1 732 voix et 10,1 % des suffrages à Colmar, 1 261 voix et 12,7 % des suffrages à Haguenau, ou 619 voix soit 16,7 % des suffrages à Saint-Louis. Les deux plus forts scores cantonaux du Bas-Rhin sont ceux du canton de Sélestat, 3 269 voix soit 15,8 % des suffrages et celui du canton de Wissembourg, 2 517 voix soit 14,5 % des suffrages. Dans le Haut-Rhin, la palme revient aux cantons de Saint-Louis, 2 574 voix, 20,7 % des suffrages et de Cernay, 2 967 voix, 16 % des suffrages. Nombre de petites communes rurales enregistrent des scores supérieurs à un quart des suffrages. Les scores les plus élevés sont ceux de petites communes rurales du Bas-Rhin comme Schwobsheim, village du Ried proche de Marckolsheim, (36,7 % pour la liste *Unser Land*), Bellefosse, petite commune de la vallée de la Bruche (32,9 %) ou des communes du Haut-Rhin comme Franken, (34,0 %), ou Michelbach-le-Haut (31,8 %), deux communes du Sundgau, vieille terre d'élection de l'autonomisme alsacien dont étaient issus des leaders d'avant-guerre comme l'abbé Xavier Haegy ou le Dr Eugène Ricklin. La formation présidée par Andrée Munchenbach, ancienne conseillère municipale de Schiltigheim et ancienne conseillère générale du Bas-Rhin sous la bannière écologiste, passée un temps au MoDem, est électoralement enracinée dans la ruralité alsacienne. Les thématiques majeures d'*Unser Land* comme la défense de la langue alsacienne ou de l'identité régionale, ont apparemment le plus d'écho là où elles sont le moins menacées.

Les scores de la liste Debout la France, le parti de Nicolas Dupont-Saint Aignan, piloté dans la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine par Laurent Jacobelli a obtenu 67 726 voix (4,78 % des exprimés) soit 739 voix de plus que la liste régionaliste de Jean-Georges Trouillet (4,73 %). Si le score des deux formations est comparable sur la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, il est très nettement différent à l'échelle alsacienne. La liste de Laurent Jacobelli n'obtient que 3 % des suffrages dans le Bas-Rhin contre 10,1 % à celle de Jean-Georges Trouillet et 3,6 % des suffrages dans le Haut-Rhin contre 12,6 % des voix à *Unser Land* dans le Haut-Rhin. La carte des résultats communaux de la formation régionaliste / autonomiste réalisée par Benjamin Furst illustre les concentrations plutôt périphériques dans les zones frontalières du nord et surtout du sud, dans certaines vallées vosgiennes ainsi que dans la zone médiane de la région. L'importance du FN en Alsace a limité l'expression de ce vote de droite nationale plus modéré que le vote FN. Le Front de gauche mené par Patrick Perron, maire communiste d'Algrange est resté à un très faible étiage avec 2 % des suffrages exprimés dans le Haut-Rhin, 2,3 % dans le Bas-Rhin et 3,4 % en Moselle pour 3,2 % sur l'ensemble de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Quant à la liste du candidat de Lutte Ouvrière, Julien Wostyn ouvrier chez Peugeot-Citroën à Mulhouse et militant CGT, il est resté lui aussi à des niveaux inférieurs en Alsace (0,9 % dans le Bas-Rhin, 1,2 % dans le Haut-Rhin) par rapport à son score dans la grande région (1,5 %). Il en a été de même pour la liste de David Wentzel, liste de l'Union Populaire Républicaine (UPR) qui totalise 1,1 % des voix sur la grande région et 0,7 % dans le Bas-Rhin et 0,9 % dans le Haut-Rhin.

Personne au Parti socialiste ne pouvait tableur sur de bons résultats à cette élection régionale de 2015, trois ans après les élections gagnantes de 2012 aux présidentielles et aux législatives. Le recul s'est amorcé aux municipales de 2014. Le PS est passé du contrôle de 509 villes de plus de 10 000 habitants à 349 et a perdu des cités importantes comme Toulouse, Caen, Saint-Étienne, Angers ou Tours. La victoire d'Anne Hidalgo à Paris et la réélection de Roland Ries à Strasbourg et de Dominique Gros à Metz, ont limité l'étendue de la défaite dans l'Est. Les européennes de 2014 où le PS ne totalise que 3,9 millions d'électeurs soit 20,8 % des suffrages au niveau national et 13,2 % dans la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine ont confirmé son recul, de même que les cantonales du printemps 2015 où le PS *stricto sensu* totalise 10 % des suffrages dans le Bas-Rhin et 4,4 % dans le Haut-Rhin. L'élection régionale voulue dans une nouvelle configuration par le Premier ministre socialiste Manuel Valls, réforme non concertée avec les territoires concernés, ne pouvait être pleinement favorable à sa formation. La sanction a été confirmée mais la bérézina annoncée n'a pas été au rendez-vous. Au premier tour, l'avertissement au gouvernement socialiste a été sévère. Le PS a réalisé son meilleur score en Bretagne avec 34,7 % des voix puis

Les élections régionales 2015 en Alsace
liste *Unser Land* - Jean-Georges Trouillet (1er tour)

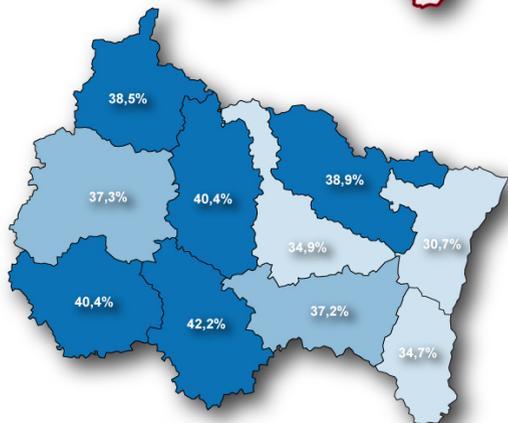


Les élections régionales 2015 Région Grand Est (Alsace Champagne-Ardenne Lorraine)



Les contours de la nouvelle région

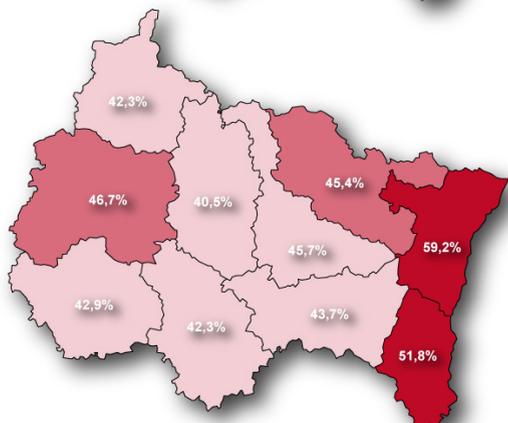
- Anciennes limites régionales
- Limites départementales



Florian Philippot (FN) - 1^{er} tour
(% Voix/Exp)

- < à 30%
- de 35 à 38%
- > à 35%

\bar{x} : 37,5%



Philippe Richert (LR-UDI-MoDem) - 2^e tour
(% Voix/Exp)

- < à 50%
- de 45 à 50%
- > à 45%

\bar{x} : 48,4%

Sources : www.data.gouv.fr ; www.interieur.gouv.fr
Cartographie : B. Furst, CRESAT, 2016

en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes avec 31,5 % des suffrages. En Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, le PS a obtenu son deuxième plus mauvais score avec 16,7 % des suffrages immédiatement derrière la Corse, 15,8 %. Dans la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, il totalise 286 438 voix soit 16,1 % des suffrages avec son meilleur score départemental en Meurthe-et-Moselle, 24,3 % des suffrages et son résultat le plus faible dans le Haut-Rhin, avec 9,5 % des suffrages, au quatrième rang, derrière le Front national, les Républicains et *Unser Land* qui y a obtenu 12,6 % des suffrages. Depuis plusieurs scrutins successifs, le PS n'a cessé de voir se rétrécir son implantation géographique en Alsace et de faire de la ville de Strasbourg son ultime bastion. Au premier tour des ces régionales de 2015, la ville a apporté près de 35 % des voix du PS dans le Bas-Rhin alors que Strasbourg ne représente que 16 % des voix de la liste LR-UDI-MoDem et 10,4 % de celles de la liste Front national. Aux régionales de 2004, les voix strasbourgeoises de la liste PS-Verts conduite par Jacques Bigot représentait 29 % du total départemental de cette liste. En 2015, le score haut-rhinois du PS – 23 246 voix soit 9,5 % des suffrages exprimés, 4,4 % des inscrits est nettement inférieur à son résultat bas-rhinois – 39 353 voix soit 10,8 % des suffrages exprimés, 5,1 % des inscrits. Sur Mulhouse où le socialisme alsacien est né à la fin du XIX^e siècle, il a culminé à 16 % des voix. La somme des voix PS-EELV-PRG atteint 18,2 % de suffrages exprimés en Alsace en 2015 alors qu'en 2010, les voix de la liste, PS-PRG-MRC (Parti socialiste, Parti Radical de Gauche, Mouvement Républicain et Citoyen) atteignait à elle seule 19,0 % des suffrages exprimés et celle d'Europe Écologie, 15,6 %, soit ensemble près de 35 % des suffrages. Entre les deux élections régionales, la chute des forces écologiques et de gauche a été des plus sévères en Alsace.

Les écologistes associés au Parti Radical de Gauche étaient menés sur la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine par Sandrine Bélier, juriste, ancienne directrice d'Alsace-Nature et députée européenne de 2009 à 2014. Leur liste a atteint 6,7 % des suffrages exprimés sur la grande région et 7,9 % sur l'Alsace, en cinquième position derrière la liste Masseret et la liste Trouillet. Son résultat bas-rhinois (8,2 %) est légèrement supérieur à celui du Haut-Rhin (7,5 %) mais dans les deux cas en net recul par rapport à l'élection régionale de 2010 où la liste de Jacques Fernique avait obtenu 14,8 % dans le Bas-Rhin et 16,8 % dans le Haut-Rhin. L'érosion avait déjà été entamée aux élections européennes de 2014 où la liste Europe Écologie avait totalisé 8,5 % des voix dans le Bas-Rhin et 8,2 % dans le Haut-Rhin.

Ce premier tour de l'élection régionale de 2015 a été bouleversant à bien des égards. À l'échelle de la région Alsace-Lorraine-Champagne-Ardenne, l'écart de la liste Les Républicains-UDI-MoDem conduite par Philippe Richert avec la liste conduite par Florian Philippot pour le FN, a créé l'événement le soir du premier tour. Près de 182 000 voix ont séparé

les deux listes arrivées en tête. L'écart entre celles-ci a été de 10,2 points de pourcentage, de 36,1 % pour le FN à 25,8 % pour la droite. En 2010, cet écart était à l'inverse de 14,6 points de pourcentage en faveur de la droite « Majorité présidentielle » d'alors. Le FN a vu le total de ses électeurs dans la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine passer d'une régionale à l'autre, de 228 706 à 641 234 voix soit une augmentation de 180 % des votes en sa faveur. Il a été évident au soir du 15 décembre 2015, que la liste conduite par Philippe Richert ne pourrait l'emporter sur le Front national au deuxième tour, sans l'apport de voix venues d'autres formations politiques que la sienne, en particulier de la gauche.

Un surprenant deuxième tour et le sursaut républicain

Le dépôt des listes prévu pour le mardi 8 décembre 2012 à 18 h n'a guère laissé de temps à des négociations. Compte tenu du fractionnement départemental des listes, peu de place était laissée à de véritables négociations, dès lors que celles-ci n'avaient pas été préparées avant l'élection. Par ailleurs, la position du « ni-ni » de Nicolas Sarkozy préconisant de ne s'allier ni à l'extrême-droite, ni à la gauche ne laissait guère de marge de manœuvre aux candidats des Républicains, s'ils restaient dans la ligne de leur président. Face à la possibilité, voire la probabilité d'une victoire de la liste de Florian Philippot en cas de maintien des listes socialistes, le Premier ministre Manuel Valls a annoncé dès le soir du premier tour qu'il demandait aux candidats socialistes des trois régions menacées d'une victoire frontiste, Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, le retrait sans négociation des listes du Parti socialiste au nom de la défense des valeurs républicaines face au Front national. C'était sans compter avec le refus farouche d'obtempérer du chef de file socialiste, Jean-Pierre Masseret, président sortant de la Région Lorraine, ancien secrétaire d'État aux anciens combattants du gouvernement Jospin, ancien maire d'Hayange. Soutenu par une majorité de ses colistiers, il a pris la décision de se maintenir au deuxième tour, ce qui a conduit à la division de ses colistiers entre ceux qui ont décidé de voter pour la liste Richert au deuxième tour comme y appelait le Premier ministre, et ceux qui ont suivi le président sortant de la région Lorraine. Avec l'appui de la sénatrice du Haut-Rhin, Patricia Schillinger, Antoine Homé, maire de Wittenheim, tête de liste socialiste du Haut-Rhin, a suivi ce dernier, au contraire de la tête de liste socialiste du Bas-Rhin, Anne-Pernelle Richardot, adjointe au maire de Strasbourg qui a appelé à voter pour Philippe Richert, comme nombre de grands élus socialistes, Roland Ries, maire de Strasbourg, Dominique Gros, maire de Metz ou Catherine Trautmann ancienne maire de Strasbourg et ministre de la culture de Lionel Jospin. Quant à la candidate écologiste Sandrine Bélier dont la liste a obtenu plus de 5 % des

voix au premier tour, elle aurait pu fusionner sa liste avec une autre liste mais n'a trouvé aucun écho à ses appels dans ce sens.

Après une campagne de deuxième tour intense et marquée par une large mobilisation contre le Front national sur l'ensemble du pays, la droite a remporté sept régions et la gauche en a conservé cinq, davantage qu'il n'était généralement attendu. La conquête de l'Île-de-France avec ses 12 millions d'habitants par Valérie Pécresse, vainqueur du président socialiste de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone a été une des victoires marquantes du parti « Les Républicains » tout comme celle de Laurent Wauquiez dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Quant aux centristes de l'UDI alliés avec les Républicains, ils ont conquis la Normandie d'une courte tête, avec Hervé Morin en tête de liste. La gauche l'a emporté sans difficulté majeure en Bretagne, en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, en Centre-Val-de-Loire et en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ainsi que, dans une bataille plus âpre, en Bourgogne-Franche-Comté. Seule la Corse a présenté une situation tout à fait singulière en plaçant en tête les nationalistes corses de Gilles Simeoni avec 35,3 % des voix, devant la gauche (28,5 %), la droite (27 %) et le Front national (9,1 %). Bien que peu commentée cette victoire, a été marquante et a conforté la montée du sentiment régionaliste dans certaines régions européennes au particularisme plus marqué. *Unser Land*, parti autonomiste et régionaliste alsacien et le parti de la nation corse soutien de la liste Pè a Corsica (« Pour la Corse ») sont conjointement membres, de l'Alliance libre européenne réunissant les formations politiques européennes partisans du régionalisme intégral comme les indépendantistes catalans et basques ou le parti national écossais.

Dans la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, la large victoire de Philippe Richert le dimanche 13 décembre 2015 a déjoué les pronostics, contredit certains sondages et marqué les esprits. Dans son édition du lendemain du deuxième tour, le 14 mars, le quotidien strasbourgeois, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, a titré « Le sursaut, 48,4%! » avec une photo pleine page du vainqueur, tandis que le journal du Haut-Rhin, *L'Alsace* a inscrit sur une photo du futur président de la région, « Richert, largement ». Le *Républicain Lorrain* de Metz a titré en première page, sur un ton plus distancié, « Reports gagnants pour Richert ». Aucun sondage n'avait prévu le creusement d'un tel écart entre Florian Philippot largement en tête au premier tour et Philippe Richert. Le passage de 459 138 voix au premier tour soit 25,8 % des suffrages à 1 060 028 voix au deuxième tour soit 48,4 % des suffrages soit une augmentation de 600 817 voix (+ 131 %) a étonné. La performance de Philippe Richert a été d'autant plus exceptionnelle qu'elle s'est opérée en l'absence d'accord électoral et malgré le maintien de liste de Jean-Pierre Masseret qui a augmenté le nombre de ses voix de 53 311 unités soit un gain de + 18 %, en maintenant presque

sa part des suffrages, de 16,1 % au premier tour à 15,5 % au second. L'augmentation de la participation d'un tour à l'autre a sans conteste joué un rôle décisif dans ces résultats. L'accroissement du nombre de votants en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine a été considérable. Il est passé de 1 861 799 soit une abstention de 52 % au premier tour à 2 293 289 soit une abstention de 41 % au second tour avec une croissance exceptionnelle de 23 % des votants d'un tour à l'autre. Nul doute que l'éventualité d'une victoire du Front national a eu un effet mobilisateur, ce qui ne signifie pas que le Front national n'ait pas bénéficié lui aussi de l'augmentation de la participation. D'un tour à l'autre ses voix ont augmenté de 148 407 unités soit un gain de 23 %.

En Alsace, sur ses terres, avec 59,2 % des suffrages dans le Bas-Rhin et 51,8 % dans le Haut-Rhin, Philippe Richert a décroché à ce deuxième tour, un résultat nettement supérieur à celui obtenu dans la grande région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine où il a totalisé 48,4 % des suffrages. D'un tour à l'autre, en Alsace, le nombre de ses électeurs est passé de 190 122 à 418 580 soit un gain de + 120 %. Outre la mobilisation d'électeurs abstentionnistes du premier tour, de droite et de gauche, du report de voix d'électeurs socialistes suivant la consigne de Manuel Valls, il a probablement bénéficié de reports de fractions d'électeurs d'*Unser Land* ou de « Debout la France » et d'écologistes. Dans la ville de Saint-Louis qui avait accordé pas moins de 16,7 % des suffrages à la liste *Unser Land*, Philippe Richert est passé de 1 083 voix au premier tour à 2 929 voix au second tour soit une augmentation de + 170 % du total de ses voix. Le Front national a augmenté le total de ses voix en Alsace de 52 139 voix d'un tour à l'autre soit un gain de 26 %. Dans le Haut-Rhin, Florian Philippot obtient 37 % des suffrages, davantage que dans le Bas-Rhin (31,4 %) alors qu'au niveau de la grande région, il conquiert 36,1 % des suffrages. Quant à Jean-Pierre Masseret, il est resté en Alsace, avec 11,2 % des suffrages dans le Haut-Rhin et 9,7 % dans le Bas-Rhin nettement en deçà de son résultat en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine (16,1 %). En 2010, sur l'ensemble de l'Alsace, le socialiste Jacques Bigot, maire d'Illkirch-Graffenstaden et président de la Communauté urbaine de Strasbourg, à la tête d'une large coalition de gauche, avait totalisé 242 113 voix contre 76 593 voix en 2015 à Jean-Pierre Masseret soit un écart de 101 417 votants. D'un tour à l'autre, Jean-Pierre Masseret a vu son score augmenter de 19 090 voix soit un peu plus que la somme des bulletins Lutte Ouvrière et Front de gauche qui ont totalisé 16 930 votes au premier tour 2015 en Alsace. Quant au vote blanc qu'*Unser Land* avait préconisé pour le deuxième tour, il est passé en Alsace de 14 389 voix au premier tour à 19 493 voix au second, soit une croissance de 5 104 bulletins. Ceci indique qu'une part non négligeable des électeurs de la liste de Jean-Georges Trouillet qui avait totalisé 67 760 voix se soit reportée sur l'un des candidats du deuxième tour.

En guise de conclusion

Les élections territoriales 2015, départementales et régionales, ont été marquées au départ par les nouveaux dispositifs introduits par la majorité socialiste au pouvoir. Elles ont pris une acuité singulière suite aux attentats terroristes du début et de la fin de l'année 2015 qui ont bouleversé le climat politique global de la société française et ont pesé sur les élections en Alsace comme dans le reste du pays. L'inclusion de l'Alsace dans une vaste région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine a ouvert la porte à un renouveau de la sensibilité régionaliste / autonomiste portée par *Unser Land*. Qu'elle ait dépassé en voix le Parti socialiste dans le Haut-Rhin a souligné le déclin de celui-ci désormais retranché dans son fief strasbourgeois. Au terme des deux séries d'élections, la droite classique associant « Les Républicains » et les centristes de l'UDI, ressort grandement vainqueur de ces scrutins confirmant sa prééminence en Alsace particulièrement mais aussi dans l'ensemble de la nouvelle région créée par la loi NOTRe. Philippe Richert pour lequel même le Premier ministre socialiste a appelé à voter au deuxième tour des élections régionales, a marqué ces élections comme leader incontesté de la droite vainqueur. Cette recommandation singulière a été déterminée par l'un des phénomènes majeurs de ces deux scrutins, la montée du Front national qui au premier tour de ces deux élections s'est affirmé comme le premier parti politique en France entière comme en Alsace.

Le conseil de la nouvelle région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine fort de 169 conseillers, soit 104 conseillers LR-UDI-MoDem, 46 FN et 19 divers gauche, s'est réuni pour la première fois le 4 janvier au siège de la Région Alsace à Strasbourg au Wacken. Ce jour là, l'Alsacien Philippe Richert, président sortant de la Région Alsace, a été élu sans coup férir président de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine. Il a ouvert une nouvelle histoire de la vie politique régionale qui inclut l'Alsace dans un vaste ensemble régional désormais dénommé Grand Est.